

REPUBLIQUE FRANCAISE	dossier n° PC04629621X0002
<p align="center">Commune de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT</p> <p align="center"><small>DEPARTEMENT DU LOT MAIRIE DE SAINT VINCENT RIVE D'OLT 46140</small></p>  	<p>date de dépôt : 12/05/2021</p> <p>date d'affichage en Mairie de l'avis de dépôt : 12/05/2021</p> <p>demandeur : ROUCANIERES MATHIEU BERTRAND</p> <p>pour : Création bâtiment stockage foin et matériel</p> <p>adresse terrain : Cournou - 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT</p>

ARRÊTÉ

**accordant avec prescriptions un permis de construire
au nom de la commune de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT**

Le Maire de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT,

Vu la demande de permis de construire présentée le 12/05/2021 par Monsieur ROUCANIERES MATHIEU BERTRAND, demeurant : COURNOU, LE CASTELAS, 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT, France ;

Vu l'objet de la demande :

Pour : Création bâtiment stockage foin et matériel ;

sur un terrain situé : Cournou - 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT ;

cadastré : AL 263, AL 264, AL 265, AL 294, AL 266 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par délibération du Conseil municipal du 05 Février 2013 ;

Vu la zone A du document d'urbanisme en vigueur ;

Considérant l'Article A 11 du règlement du PLU en vigueur indiquant : « Les bâtiments à usage agricole, emploieront des tons proches du milieu environnant. » ;

Considérant que la notice descriptive du projet mentionne : « matériaux et couleurs : les murs de la construction seront identiques à l'existant (agglos non enduits et pierres) » ;

Considérant que le projet pourra être accordé avec prescriptions conformément à l'Article A 11 du règlement du PLU en vigueur ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le permis de construire PC04629621X0002 est ACCORDE sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'Article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les façades de la nouvelle construction et de la construction déjà existante recevront un enduit de couleur ton pierre ou grisé (pas de matériau à nu).

SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT, le 26 Juillet 2021

Le Maire, Monsieur DEBAR Raoul,

NB : Toute modification du projet, tel que présenté dans la présente demande de permis de construire, devra faire l'objet d'une demande de permis de construire modificatif. Tout changement non déclaré et réalisé peut entraîner la non-conformité de la construction au regard du code de l'urbanisme.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2016-6 du 5 Janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée.

La durée de validité de l'autorisation d'urbanisme est de trois ans. Passé ce délai, le bénéficiaire devra adresser une nouvelle demande à la Mairie. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.